

**Nous apportons tout notre soutien à l'équipe de l'école Pasteur de Saint-Denis, lourdement et injustement visée par une mesure de répression, à son combat pour le droit à l'éducation depuis 10 ans sur la ville, son implication et ses réflexes quand elle s'est retrouvée face à une directrice proche de l'Extrême Droite, et dont nos collègues ont dénoncé l'incompétence.**



La CGT rappelle que le Dasen n'a pas protégé les collègues de la présence de l'extrême-droite dans l'école et hors-l'école, et n'a pas reconnu le statut des menaces évidentes suite à l'article paru dans le journal d'extrême-droite «*l'incorrect*» et une vidéo qui reprend l'article et circule sur les réseaux sociaux. Au contraire, depuis l'automne Le Dasen a apporté un soutien implicite et aujourd'hui explicite à cette militante de l'Extrême-droite et à son idéologie.

Le Dasen n'a pas respecté ses obligations légales, sa responsabilité dans le respect de l'intégrité physique et morale et la sécurité des agent-es, comme l'impose la directive cadre européenne du 12/06/1989. C'est une lourde faute. La CGT rappelle que la période que nous traversons aujourd'hui est marquée par des violences fascistes, allant jusqu'à l'assassinat, de plus en plus régulières contre les progressistes et les personnes immigrées ou issues de l'immigration.

Sur Saint-Denis, nous avons œuvré sans relâche avec l'équipe de l'école Pasteur pour obtenir un accueil de qualité pour nos élèves, et gagner les moyens qui nous sont dus. En 2014-15, nous avons mené une mobilisation exemplaire avec les parents. Nous avons gagné la création de 1000 postes sur 2 ans. De nombreux collègues affectés aujourd'hui sur Saint-Denis ont pu bénéficier de ces créations de postes.

C'est un hommage à l'équipe que nous voulons rendre. Sans l'équipe de l'école Pasteur, rassemblée avec les parents d'élève, la lutte pour le droit à l'éducation n'aurait pas eu le même visage, dans notre ville dont les services publics sont délaissés par l'Etat. Leur détermination a été centrale dans chacune des grandes mobilisations : dans la lutte pour un plan d'urgence, contre la loi sur l'école de la confiance, contre les non-remplacements dans la ville, pour obtenir des postes Rased - avec une victoire à la clé - , contre le projet de retraite par points nous faisant perdre entre 500 et 1000 euros de pension mensuelle, contre la gestion chaotique de la crise sanitaire dans les écoles.

L'extrême-droite n'a jamais ignoré l'école, bien au contraire, elle porte un projet d'école réactionnaire et élitiste, destiné à assujettir le peuple. En effet, l'école peut être autant un lieu d'émancipation comme le porte l'équipe de Pasteur, qu'un lieu de domination et de soumission, où les enfants n'apprennent pas à penser par eux même mais à obéir.

L'extrême-droite a toujours considéré l'école comme un territoire à conquérir. Par le passé, Adolphe Thiers, qui ordonna le massacre de 25 000 parisiens actives dans la commune de Paris,

opposé aux écoles ouvrières de l'époque, sera le défenseur du seul lire-écrire-compter à enseigner. Récemment, le collectif Racine, officine du Rassemblement National, tentera de s'implanter parmi les enseignant-es de l'Education nationale, Jean Michel Blanquer sera applaudi par des groupes ouvertement d'extrême-droite. Dernièrement, ce sont les discours violents du candidat Zemmour contre l'école et ses enseignant-es. Aujourd'hui c'est une équipe progressiste, engagée d'une manière remarquable pour ses élèves et les écoles de la ville qui est menacée par l'extrême-droite.

Le soutien à l'Extrême-droite et la banalisation de ses idées ne peut être plus clair dans le message que le ministère transmet au mouvement syndical avec ces mesures disciplinaires. A la veille du premier tour, nous réaffirmons que que l'extrême-droite est un danger mortel. C'est ce même message que nos organisations syndicales ont rappelé dans la campagne intersyndicale CGT-FSU-SUD-UNSA-CFDT« Personnels contre l'extrême-droite ».

**La CGT ainsi que les autres forces syndicales progressistes exigent le maintien sur l'école des 6 collègues menacé-es de mutation-sanction et appellent :**

- au rassemblement vendredi 8 avril à 12h devant la DSDEN à Bobigny**
- à la grève mardi 12 avril avec rassemblement à la DSDEN 93**

—